



RCS : DIJON

Code greffe : 2104

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 B 00532

Numéro SIREN : 409 867 942

Nom ou dénomination : INEO INFRACOM

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2014 sous le numéro de dépôt 3669

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for ensuring the integrity and reliability of financial data. This section also highlights the role of internal controls in preventing errors and fraud.

2. The second part of the document focuses on the implementation of a robust internal control system. It outlines the key components of such a system, including segregation of duties, authorization procedures, and regular monitoring. The text stresses that a well-designed internal control system is crucial for minimizing risks and ensuring the accuracy of financial reporting.

3. The third part of the document addresses the challenges of maintaining accurate records in a complex and dynamic business environment. It discusses the importance of staying up-to-date with changes in accounting standards and regulations. The text also emphasizes the need for ongoing training and education for staff to ensure they are equipped with the necessary skills to handle the evolving requirements of the industry.

INEO INFRACOM

Société en Nom Collectif au capital de 104.160 euros
Siège social : 72, avenue Raymond Poincaré – 21000 DIJON
409 867 942 RCS DIJON

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 20 MAI 2014**

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le 20 JUIL. 2014
sous le n° A 366

L'an deux mille quatorze, le mardi vingt mai à seize heures, les associés d'INEO INFRACOM, société en nom collectif au capital de 104.160 euros, divisé en 6.944 parts d'une valeur nominale de 15 euros chacune, entièrement libérées, se sont réunis, spontanément, en assemblée générale extraordinaire dans les locaux d'INEO S.A sis Tour Voltaire – 1, Place des Degrés – 92059 PARIS LA DEFENSE, sur convocation verbale de la gérance.

Sont Présents :

INEO,

société anonyme au capital de 106.637.716,80 euros,
dont le siège social est sis Tour Voltaire – 1, Place des Degrés
92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX,

RCS 552 108 797 NANTERRE,

propriétaire de 6.943 parts sociales, ci

6.943 parts

représentée par Monsieur Guy LACROIX

SOCIETE D'ETUDES TECHNIQUES ET D'ENTREPRISES,

Société par actions simplifiée au capital de 37.005 euros,
dont le siège social est sis Tour Voltaire – 1, Place des Degrés
92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX,

RCS 319 242 210 NANTERRE,

propriétaire de 1 part sociale, ci

1 part

représentée par Monsieur Philippe PETITIMBERT

Total égal au nombre de parts

composant le capital social, ci

6.944 parts

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Christophe MAUFOUX, Gérant non associé.

Tous les associés étant présents, l'assemblée est en mesure de délibérer valablement. Elle est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Extension de l'objet social à l'activité d'opérateur d'opérateurs ;
- Modifications de l'article 2 des statuts ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Monsieur le Président explique à l'assemblée générale des associés que dans le cadre d'un axe de développement stratégique visant à étendre son offre de services et à diversifier ses activités, la société a d'ores et déjà effectué une déclaration auprès de l'ARCEP pour se voir reconnaître un statut d'opérateur de réseaux de communication. Forte de ses compétences en conception-réalisation et en travaux et maintenance sur les infrastructures de télécommunications, INEO INFRACOM pourrait en effet prétendre, aux côtés de ses clients, accompagner plus efficacement l'aménagement et la montée en puissance du numérique très haut débit en France.

C'est pourquoi, dans le cadre de cet ambitieux projet de développement, il est demandé à l'assemblée générale d'étendre l'objet de la société à l'activité d'opérateur d'opérateurs.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale des associés décide d'étendre l'objet social d'INEO INFRACOM à l'activité d'opérateur de réseaux de communication orientée vers d'autres opérateurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, de modifier l'article 2 des statuts, dans lequel est inséré un paragraphe III dans les termes suivants :

« Article 2 – OBJET SOCIAL

(...)

III - l'activité d'opérateur de réseaux de communications électroniques ouverts au public, l'exploitation des installations de transport et de diffusion de ces réseaux, la collecte de trafic téléphonique, la transmission de données et la diffusion de signaux audiovisuels pour le compte d'autres opérateurs ; (...) »

L'ancien paragraphe III devient le paragraphe IV, et le IV devient le paragraphe V, le reste de l'article demeurant sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION


L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.


Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés.

Pour SETE : 
M. Philippe PETITIMBERT


Pour INEO S.A :
M. Guy LACROIX


M. Christophe MAUFOUX
Gérant non associé

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that proper record-keeping is essential for ensuring transparency and accountability in financial operations. This section also highlights the role of internal controls in preventing fraud and errors.

2. The second part of the document focuses on the implementation of robust risk management strategies. It outlines various risk assessment techniques and provides guidance on how to identify, evaluate, and mitigate potential risks. The text stresses the need for a proactive approach to risk management to protect the organization's assets and reputation.

3. The third part of the document addresses the importance of effective communication and reporting. It discusses the need for clear and concise communication channels and the role of regular reporting in keeping stakeholders informed. This section also touches upon the importance of maintaining accurate financial statements and providing timely updates to management and investors.

4. The fourth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that proper record-keeping is essential for ensuring transparency and accountability in financial operations. This section also highlights the role of internal controls in preventing fraud and errors.

5. The fifth part of the document focuses on the implementation of robust risk management strategies. It outlines various risk assessment techniques and provides guidance on how to identify, evaluate, and mitigate potential risks. The text stresses the need for a proactive approach to risk management to protect the organization's assets and reputation.

6. The sixth part of the document addresses the importance of effective communication and reporting. It discusses the need for clear and concise communication channels and the role of regular reporting in keeping stakeholders informed. This section also touches upon the importance of maintaining accurate financial statements and providing timely updates to management and investors.

7. The seventh part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that proper record-keeping is essential for ensuring transparency and accountability in financial operations. This section also highlights the role of internal controls in preventing fraud and errors.

8. The eighth part of the document focuses on the implementation of robust risk management strategies. It outlines various risk assessment techniques and provides guidance on how to identify, evaluate, and mitigate potential risks. The text stresses the need for a proactive approach to risk management to protect the organization's assets and reputation.

9. The ninth part of the document addresses the importance of effective communication and reporting. It discusses the need for clear and concise communication channels and the role of regular reporting in keeping stakeholders informed. This section also touches upon the importance of maintaining accurate financial statements and providing timely updates to management and investors.

INEO INFRACOM

Société en nom collectif au capital de 104.160 euros

Siège social : 72, avenue Raymond Poincaré – 21000 DIJON

RCS DIJON 409 867 942

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le 2 JUIL. 2014
sous le n° A

3669

STATUTS

STATUTS MIS A JOUR PAR AGE DU 20/05/2014

Article 1er - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui seraient ultérieurement créées, une société en nom collectif régie par les présents statuts et par les lois et règlements en vigueur.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- I - l'étude et la réalisation de tous travaux publics ou particuliers et de toutes fournitures faisant l'objet d'entreprises générales ou particulières en France ou à l'étranger ;
- II - la production, l'achat ou la vente de toutes matières premières ou autres, la construction de tout matériel susceptible d'être utilisé dans les entreprises ou travaux, l'achat et la vente de tous immeubles ou de tous fonds de commerce ;
- III- l'activité d'opérateur de réseaux de communications électroniques ouverts au public, l'exploitation des installations de transport et de diffusion de ces réseaux, la collecte de trafic téléphonique, la transmission de données et la diffusion de signaux audiovisuels pour le compte d'autres opérateurs ;
- IV - la participation directe ou indirecte à toutes les opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de sociétés nouvelles, de participation à leur constitution ou à leur gérance, par voie de participation à l'augmentation du capital de sociétés existantes, d'apports, de vente ou d'affermage de tout ou partie de l'actif, de fusion ou autrement ;
- V- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières et immobilières se rattachant à l'industrie des travaux publics ou privés et pouvant être nécessaires ou utiles à la réalisation des affaires de la société.

Toute modification de l'objet de la société ci-dessus mentionné devra être décidée à l'unanimité des associés.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est «**INEO INFRACOM**».

Dans tous les actes ou documents émanant de la société, doit figurer la dénomination sociale, suivie ou précédée de la mention "société en nom collectif" ou des lettres "SNC".

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à DIJON (21000) - 72, avenue Raymond Poincaré.

Il pourra être transféré en tout autre endroit par une décision unanime des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années, à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus ci-après.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

Article 6 - APPORTS

Il a été fait à la société les apports suivants :

1°) Lors de la constitution de la société, il a été effectué des apports en numéraire pour la somme de 200 francs, soit 30,49 euros.

2°) le 31 décembre 1996, il a été fait un apport en nature évalué à la somme de 249.800 francs, soit 38.081,76 euros.

3°) Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du mercredi 24 octobre 2001, le capital social a été réduit de la somme de 4.016,13 Francs soit 612,25 euros, par réduction du montant nominal des parts sociales.

4°) Par un traité du 29 avril 2003 et du 17 décembre 2003, approuvé par les associés réunis en assemblée générale le 30 avril 2003 et le 17 décembre 2003, la Société de Constructions de Lignes Electriques – SCLE a fait apport à Ineo Infracom de son activité « Lignes et Réseaux Télécom », à titre pur et simple.

La valeur de cet apport ayant été estimée à 2.728.245,58 €, sa rémunération a donné lieu à l'émission de 4.444 parts sociales nouvelles de 15 € chacune de valeur nominale, entièrement libérées, au profit de SCLE et à la constatation d'une prime d'apport d'un montant de 2.661.585,58 €.

MONTANT TOTAL DES APPORTS : 104.160 euros, correspondant au montant du capital social.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 104.160 euros.

Il est divisé en 6.944 parts sociales d'une seule catégorie, de 15,00 euros de nominal chacune, libérées intégralement et réparties entre les associés de la manière suivante :

INEO,

société anonyme au capital de 106.637.716,80 euros,

dont le siège social est sis Tour Voltaire – 1, Place des Degrés

92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX,

RCS 552 108 797 NANTERRE,

propriétaire de 6.943 parts sociales, ci

6.943 parts

SOCIETE D'ETUDES TECHNIQUES ET D'ENTREPRISES,

Société par actions simplifiée au capital de 37.005 euros,
dont le siège social est sis Tour Voltaire – 1, Place des Degrés
92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX,
RCS 319 242 210 NANTERRE,

propriétaire de 1 part sociale, ci 1 part

Total égal au nombre de parts
composant le capital social, ci 6.944 parts

Article 8 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 9 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts sociales doit être approuvée à l'unanimité des associés et constatée par un écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil.

Toutefois la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et en outre après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 10 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires sont tenus de désigner l'un d'eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par le président du Tribunal de Commerce statuant en référé, un mandataire chargé de les représenter.

Article 11 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, en vertu d'une décision unanime de la collectivité des associés, par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, ou par incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices.

Le capital social peut également être réduit en vertu d'une décision unanime des associés.

Article 12 - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

1. Droits sur les bénéfices et l'actif

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social, proportionnellement au nombre des parts existantes détenues par chaque associé.

2. Adhésion aux statuts

Les droits et obligations attachés aux parts sociales les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3. Information des associés

A tout moment et à leur convenance, les associés ont droit à prendre connaissance des livres de commerce et de comptabilité, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

4. Contribution au passif social

Les associés ont tous la qualité de commerçant et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales. Les créanciers de la société ne peuvent toutefois poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé, à défaut de paiement ou de constitution de garantie par la société, que huit jours au moins après mise en demeure de celle-ci demeurée sans effet. Ce délai peut être prorogé par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

5. Liquidation judiciaire, interdiction ou incapacité d'un associé

Si un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un des associés, la société continuera entre les autres associés.

Tous les droits attachés aux parts de l'associé en liquidation judiciaire ou frappé d'interdiction ou d'incapacité sont de plein droit, à compter de la décision judiciaire l'ayant prononcée, transférés aux autres associés et répartis entre eux au prorata de leur répartition dans le capital social.

Article 13 - GERANCE

La société sera gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, prises ou non parmi les associés et désignés par ces derniers, à l'unanimité.

Toute personne morale gérante est représentée par son représentant légal qui a la faculté de déléguer ses pouvoirs à toute personne de son choix.

La gérance ou son délégué aura la signature sociale qui devra être apposée conformément aux prescriptions de l'article 3 et dont il ne devra faire usage que pour les besoins de la société.

S'il y a plusieurs gérants, ceux-ci disposent individuellement des mêmes pouvoirs, qu'ils peuvent exercer séparément.

Les pouvoirs de la gérance s'exerceront dans le cadre de l'objet social.

Le ou les gérants devront être autorisés à l'unanimité des associés pour emprunter avec garantie, hypothécaire ou non, réaliser toutes acquisitions, échanges ou ventes de biens immeubles, consentir toutes participations aux bénéficiaires, créer ou fermer une société ou une succursale ou prendre ou céder toute participation dans une société, consentir toute hypothèque ou autre sûreté, nantir ou vendre le fonds de commerce ou le donner en location-gérance, nantir tout autre bien social, souscrire des engagements pour le compte de tiers, acquérir des droits de propriété industrielle.

Les restrictions de pouvoirs ci-dessus énoncées ne seront pas opposables aux tiers. A l'égard de ces derniers le ou les gérants ont tous pouvoirs dès lors qu'ils ont contracté dans les limites de l'objet social et sous la raison sociale conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus.

En cas de démission d'un ou plusieurs gérants comme en cas d'interdiction, de redressement ou de liquidation judiciaire ou de toute autre cause l'obligeant à renoncer à la gérance, un ou plusieurs nouveaux gérants seront nommés à l'unanimité. Les pouvoirs de ce(s) nouveau(x) gérant(s) seront déterminés par la même assemblée et à l'unanimité.

Article 14 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Article 15 - COMPTABILITE - INVENTAIRE

La comptabilité sociale est tenue conformément aux lois et usages du commerce.

La gérance établit en fin de chaque exercice social, le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes annuels prescrits par la loi.

Les divers éléments de l'actif social subiront les dépréciations et amortissements jugés nécessaires par la gérance.

Les associés non gérants exercent leurs droits de communication sur les livres et documents sociaux dans les conditions et délais fixés par la loi.

Article 16 - COMPTES COURANTS

Chaque associé peut avoir un compte courant dans la société et y verser, d'accord avec le ou les autres associés, les sommes nécessaires à la bonne marche des affaires sociales.

Les conditions de fonctionnement de ces comptes courants (versements, retraits, intérêts) seront arrêtées d'un commun accord.

Article 17 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur proposition de la gérance, les associés décident soit de répartir en tout ou partie ce bénéfice entre eux proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux, soit de le reporter à nouveau en tout ou partie ou de l'affecter en tout ou partie à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

La perte, s'il en existe, est imputée sur le report bénéficiaire ou sur les réserves, ou inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs, à moins que les associés ne décident de l'éteindre proportionnellement à leurs droits dans les bénéfices.

Article 18 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser le ou les gérants, pour des opérations excédant leurs pouvoirs, de nommer et révoquer le ou les gérants et de modifier les statuts. Elles peuvent notamment transformer la société en société de toute autre forme.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité de tous les associés.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée, réunie chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice. Cette assemblée statue sur le rapport sur les opérations de l'exercice, le bilan, le compte de résultat, l'annexe des comptes annuels établis par le ou les gérants.

Les décisions collectives sont prises, soit en assemblée, soit en consultation écrite; toutefois, l'un des associés a toujours la faculté de requérir la réunion de l'assemblée.

En cas de consultation écrite, les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Les assemblées sont convoquées par un gérant au lieu du siège social ou en tout autre lieu et la convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Toutefois, les associés pourront également être convoqués verbalement et l'assemblée, convoquée dans ces conditions, pourra valablement et sans délai délibérer, à la condition que tous les associés soient présents ou représentés.

Un procès-verbal de chaque assemblée ou de chaque consultation écrite est établi et signé par chacun des associés présents et par le ou les gérants ; y sont annexées les réponses des associés en cas de consultation écrite. Chaque procès-verbal est établi sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Article 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, par décision prise à l'unanimité desdits associés.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un associé.

Dans ce cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 20 - DISSOLUTION DE LA SOCIETE

La société prend fin par l'expiration de sa durée, sauf prorogation.

La société peut être dissoute par anticipation, en vertu d'une décision collective des associés ou d'une décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dissolution d'une des sociétés associées ne met pas fin à la présente société qui continue entre la ou les autres sociétés associées et le ou les attributaires des droits de la société dissoute dans la présente société ou, en cas de fusion, le successeur dans la propriété de ces droits, le tout sous la condition qu'attributaire ou successeur soit agréé par le ou les associés restants.

A défaut d'agrément comme dans le cas de liquidation de biens d'une société associée, il sera fait application des dispositions introduites dans l'article 21 de la loi du 24 juillet 1966 par l'article 59 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Article 21 - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs que les associés désignent d'un commun accord.

Les associés pourront autoriser le ou les liquidateurs, soit à vendre à toute personne physique ou morale, soit à apporter à toute société une partie ou la totalité des biens immobiliers et mobiliers de la société, le tout sous réserve des dispositions légales en vigueur.

La cession globale de l'actif de la société ou l'apport de cet actif à une autre société, notamment par voie de fusion, doit être autorisée par l'unanimité des associés.

Après l'apurement du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation sera employé au remboursement des parts sociales ; le surplus, s'il en existe, sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts de chacun.

En cas d'insuffisance d'actif, la perte sera supportée par les associés dans la même proportion.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE GERANT

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.